

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/03/2014
Publication : 28/03/2014

Pour l'"autorité Compétente"
par délégation



Le Chef de Service

Nathalie MAILLOT

Direction de l'Autonomie
Service Tarification
des Établissements Sociaux

Conseil Général
Haut-Rhin

Colmar, le

2014 00122

ARRETE

DA

Du

18 MARS 2014

portant fixation des tarifs horaires 2014 du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile pour les personnes âgées de l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE

- VU** le Code de l'Action sociale et des familles, et notamment les articles L 314-1 et suivants, R 314-1 à R 314-117 relatifs à la tarification et aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, et R 314-130 à R 314-136 relatifs aux dispositions propres aux services d'aide à domicile, et les articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** l'arrêté n° 2005 - 00591 DSOL du 12 décembre 2005 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes âgées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE ;
- VU** l'arrêté 2007-00282 DSOL en date du 9 mai 2007 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes adultes handicapées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE ;
- VU** le rapport et la délibération n° CG-2013-5-4-3 du 5 décembre 2013 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2014 ;
- VU** l'arrêté 2014- *00125* portant notification de la décision d'autorisation budgétaire en date du **18 MARS 2014** ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

1/2

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Les tarifs horaires des prestations d'aide et d'accompagnement à domicile pour les personnes âgées effectuées par l'Association « Le Droit de Vivre » à MULHOUSE, sont fixés comme suit à compter du **1^{er} avril 2014** :

Aides et Employés à Domicile

Coût horaire des frais de structure :	1,76 €
Coût horaire de coordination et d'encadrement et de soutien :	2,84 €
Coût horaire intermédiaire des Aides et Employés à Domicile (montant des dépenses nettes afférentes aux rémunérations des Aides et Employés à Domicile divisé par le nombre annuel d'heures prévisionnelles d'intervention) :	<u>15,92 €</u>
Total (tarif horaire) :	20,52 €

Auxiliaires de Vie Sociale

Coût horaire des frais de structure :	1,76 €
Coût horaire de coordination, d'encadrement et de soutien :	2,84 €
Coût horaire intermédiaire des Auxiliaires de Vie Sociale (montant des dépenses nettes afférentes aux rémunérations des Auxiliaires de Vie Sociale divisé par le nombre annuel d'heures prévisionnelles d'intervention) :	<u>20,77 €</u>
Total (tarif horaire) :	25,37 €

ARTICLE 2 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

Président du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale

Michel MATHIEU